



Collectif en question :

La fédération SUD Santé Sociaux a été sollicitée pour apporter son soutien à diverses démarches revendicatives se déroulant sur Internet. Nous avons répondu aux personnes qui nous avaient interpellé-es. Certain-es de nos militant-es ont aussi été questionné au sujet de notre position concernant ces E-mobilisations. Alors voici notre position.

SUD Santé Sociaux défend le soutien aux collectifs de luttes, aux mouvements auto-organisés de résistance sociale et professionnelle.

Depuis notre création, nous n'avons plus à prouver ce soutien, qu'il soit idéologique, logistique avec la mise à disposition de matériel ou en y engageant une large participation de nos militant-es.

Pour exemple, SUD Santé Sociaux a été le seul syndicat à soutenir et à défendre la présence des collectifs dans le Ségur comme nous avons imposé la présence de ces collectifs dans les intersyndicales.

Lors du Ségur encore, SUD a décidé de porter leurs revendications avant les siennes, mettant ainsi notre représentativité au service de la voix unitaire.

La fédération SUD Santé Sociaux reconnaît donc sans ambiguïté la légitimité des collectifs de LUTTE, structurés, agissant démocratiquement et militant sur le terrain dans le cadre de la mobilisation sociale à laquelle nous participons.

Ces collectifs qui tirent leur légitimité, leur représentativité des débats et des analyses qui structurent leurs revendications, des assemblées générales qu'ils organisent et des décisions qui en découlent. C'est ce qui nous permet une lutte « en convergence » !

Depuis quelques mois fleurissent sur les réseaux sociaux de multiples pages ou groupes s'autoproclamant collectifs de luttes, catégoriels ou non. Ces phénomènes collectifs ont leur légitimité et leur utilité pour ce qu'ils sont réellement. Créer une page Facebook n'est pas être porteur d'un collectif de lutte, cliquer sur Internet n'est pas militer sur le terrain, liker une page n'est pas adhérer et soutenir, et comptabiliser les followers comme autant d'adhérent-es et militant-es ou comme preuve de représentativité est une démarche que nous ne pouvons valider.

Ainsi notre fédération, dans le cadre de son engagement militant, et les militant-es SUD se doivent de faire la différence entre ces groupes de discussion sur les réseaux sociaux et les collectifs de lutte, légitimes dans leur fonctionnement, leur constitution et leurs objectifs ceci afin d'éviter toute instrumentalisation ou manipulation aux profits d'intérêts partisans ou contraires à nos valeurs ou orientations et ainsi protéger de tout détournements ou d'utilisation contraire à l'unité et aux valeurs que nous défendons au quotidien.

Nous ne validons donc pas des discours comportant des pensées magiques même si elles peuvent faire rêver. Nous nous interdisons, pour des raisons de popularité, de donner quitus à des mensonges qui parfois remportent l'adhésion des professionnel·les que nous sommes, tellement notre soif de justice et de reconnaissance est grande, que notre souffrance est massive. Car le retour douloureux à la réalité sera à la hauteur de l'espoir qui aura été mis dans des promesses vaines et populistes !

Alors quand le soutien de notre fédération est sollicité, comme c'est souvent le cas, nous nous devons de vérifier **dans quel but ? Pour quels choix de société ? En faveur de quelle organisation des secteurs de la santé, du médico-social et du social ? Pour quels statuts des personnels ? Avec quels financements ? Avec quelle gouvernance ? Quelle organisation territoriale ? Et tellement d'autres points essentiels.**

Car dénoncer ne suffit pas pour être en adéquation sur les solutions... Le Ségur a une véritable mascarade ! Alors imposer « un Ségur 2 » ne nous paraît pas la cause à défendre...

Seul le rapport de force par la mobilisation citoyenne et militante fera plier le gouvernement... et suite aux accords du Ségur, cette lutte devra être menée localement, tant le pouvoir des directeurs et des médecins a été renforcé.

SUDistez-vous !

